



Atelier A1 : Analyse comparée de trois outils sélectionnés et de leurs potentialités en termes d'utilisation par différents acteurs

Biodiversity Impact Metric (BIM), Global Biodiversity Score (GBS),
Product Biodiversity Footprint (PBF)

Public cible : Collectivités territoriales



Recommandations

Méthodologiques

- Objectifs et données :
 - Exhaustivité des pressions (pollutions, EEE)
 - Manque de données → Nécessité de développer la recherche scientifique
 - Rendre les données/outils facilement appropriables
 - Avoir une vision globale de la biodiversité
 - Métrique de biodiversité : pertinence du MSA ?
- ACV :
 - Prendre en compte l'ensemble du cycle de vie
 - Logique ACV transposable aux collectivités ?
- Points de vigilance :
 - Préciser les états de références (notion de temporalité)
 - Rigueur, transparence et traçabilité
 - Considération éthique de la biodiversité
 - Identifier la question à laquelle l'outil peut répondre
 - Quelle mise en perspective ? (CTs ou Pays)
 - Evaluations des outils à renforcer



Recommandations

Politiques publiques

- **Accompagnement :**
 - Guides d'utilisation basés sur des retours d'expériences
 - Formation, réunions publiques, etc.
- **Valorisation :**
 - Labels (ex. territoire d'excellence environnemental)
 - Concours (Capitale française de la biodiversité / Capitale Verte)
 - Utilisation de ces outils à l'échelle internationale
- **Financement et administratif :**
 - Renforcement des moyens financiers et humains
 - Conditionnalité d'accès aux financements
 - Simplification des procédures
- **Mesures réglementaires (Interdictions, obligations ; levier pollueur-payeur...)**
- **Transparence sur l'évaluation des mesures affichées comme favorables à la biodiversité (ex. PLF de l'Etat)**



Recommandations

Usagers

- Besoins identifiés :
 - Nécessité d'un outil normé, rétrocalculable
 - Nécessité de guides précis et illustrés (ex. concrets)
 - Expliciter les typologies d'impact
 - Développer des modèles Réponses-Etat
 - Développer des indicateurs de l'action de la collectivité vis-à-vis de la biodiversité
- Questionnements :
 - Quel transfert des méthodologies vers les collectivités ?
 - Quelle appropriation par les acteurs si les outils évoluent ?
 - Comment rendre compte de l'action des collectivités dans leur ensemble ? Autres outils ?



Atelier A2 : Analyse comparée de trois outils sélectionnés et de leurs potentialités en termes d'utilisation par différents acteurs

Biodiversity Impact Metric (BIM), Global Biodiversity Score (GBS),
Product Biodiversity Footprint (PBF)

Public cible : Acteurs économiques



Synthèse globale de l'atelier A2

- Une quarantaine de personnes impliquées/acteurs économiques
 - Des échanges de qualité
 - Pas de comparaison inter-outils mais discussion globale
 - Remerciements aux animateurs, intervenants et à l'ensemble des participants
- Forte demande de pédagogie et de documentation pour comprendre et aider au choix des outils;
 - Impression de boîte noire : besoin de mieux connaître les incertitudes et la fiabilité des outils;
 - Adapter les outils aux pratiques de l'entreprise et à ses leviers d'action : orienter davantage les outils sur les pressions que sur les impacts;
 - Souhait d'une meilleure articulation/intégration « horizontale » dans la pratique des acteurs économiques et « verticale » avec la comptabilité nationale.



Recommandations

Méthodologiques

- Plus de transparence :
 - mieux caractériser **la fiabilité**, les limites et les hypothèses sous-jacentes;
 - mieux caractériser les **incertitudes importantes** : bases de données et complexité des processus;
 - revenir à des **données de terrain vs modèles**;
 - articuler les différents outils : **d'action, d'état, de diagnostic**.
- Des relations pressions/impacts mieux prises en compte :
 - ensemble des écosystèmes, des pressions et des activités;
 - **interactions, cumuls**, des pressions et **effets de seuil**;
 - **spatialisation** : sensibilités différentielles des écosystèmes;
 - impacts **d'un acteur/des changements globaux**/des autres acteurs;
 - aller jusqu'à l'impact sur les **services écosystémiques, plus explicite**.
- Des indicateurs plus en lien avec les pratiques des entreprises:
 - davantage « **pressions centrées** », seul levier d'action des acteurs économiques
 - davantage **sensibles aux pratiques pour rendre compte des efforts** des acteurs



Recommandations

Politiques publiques

- La puissance publique doit inciter et insuffler une dynamique :
 - **sans imposer d’outil normatif actuellement** :
 - pas assez mûre et encore trop d’incertitudes;
 - les situations sont trop hétérogènes : activités, écosystèmes;
 - mais en incitant les démarches de baisses des impacts et de rapportage par des **mesures réglementaires, fiscales ou économiques**;
 - **en laissant les acteurs économiques développer leurs propres outils, innover, expérimenter**;
- La puissance publique doit développer des outils à son échelle, utiles aux négociations internationales, **en étant attentive à la compatibilité de ces outils avec les outils des acteurs économique**;



Recommandations

Usagers

- Développer des documents pédagogiques (**effet boîte noire**) et **d'aides à la décision dans le foisonnement d'outils (plus de 100)**;
- Rendre les modèles **plus simple mais plus fiable : à interroger ?**
- Orienter les outils davantage **sur les pressions : moins d'incertitudes et plus adapter à l'action des acteurs**;
- Différencier les pressions **directes, qui sont des leviers plus gérables**, des pressions **indirectes** qui sont **plus difficile à piloter économiquement**;
- Développer les outils de type ACV pour **les impacts indirects** (en lien avec les labels);
- Bien articuler les **outils de diagnostic**, les **indicateurs d'action** avec les **indicateurs d'état**;



Atelier B1 : Mesure d'impact en appui aux décisions financières

Biodiversity Indicator and Reporting System (BIRS)
Biodiversity Indicator for Extractive Companies (BIEC)

Public cible : Acteurs économiques



Recommandations

Retour général sur l'atelier

- BFFI & STAR
 - 2 indicateurs conçus à l'origine pour les institutions financières
- DES ECHANGES TECHNIQUES ET TRANSPARENTS
 - Présentations et échanges transparents sur les choix méthodologiques fait par les développeurs, les approches retenues, les modèles et données utilisées, ainsi que sur les limites des outils (limites des modèles, des tables MRIO, etc.)
- CLARTE
 - Pour les 2 outils, les étapes du processus sont faciles à comprendre même si les données et/ou modèles mobilisés sont complexes
- DES EVOLUTIONS EN COURS
 - Des outils fonctionnels, mais des applications / tests en cours (à différents niveaux d'échelles / différentes catégories d'utilisateurs) et des évolutions importantes et rapides
 - Évolutions concernant les applications (STAR) ou les modèles / données utilisées

Recommandations

Méthodologiques

- PERTINENCE – CREDIBILITE – LEGITIMITE
 - Le choix d'un outil / d'une métrique / d'un indicateur dépend de la question ou de l'enjeu à mesurer: **la question** doit être définie précisément en amont; (la précision n'est pas toujours indispensable, ce qui peut autoriser des approches grossières avec des zooms plus précis quand c'est approprié)
 - Pour être crédible l'outil doit reposer sur des méthodes / modèle / données **robustes et fondées scientifiquement (connaître les limites)**
 - Les utilisateurs potentiels / partie-prenantes doivent **comprendre et accepter** la méthode qui ne doit pas être une « boîte noire » ce qui implique connaissance (cf. complexité de l'ACV) et/ou participation (ex: spatialisation du modèle ReCiPe)
- APPROCHES BASEES SUR LES ECOSYSTEMES vs LES ESPECES
 - Pas de consensus international sur une liste d'écosystèmes / habitats
 - Vs Définition des espèces
- OPPORTUNITES
 - Renforcer et améliorer la collaboration entre outils / modèles et produire des inputs croisés entre modèles (ex: GLOBIO)
 - La mise en œuvre d'un outil offre une opportunité pour faire évoluer des modèles / données ou le choix des données mobilisées (ex: tables MRIO)
 - Nécessité de mesurer non seulement impacts directs mais aussi impacts indirects résultant de la consommation



Recommandations

Politiques publiques

- SCENARII
 - Besoin d’approches tendanciennes (BAU) et de scénarii pour le pilotage de politiques publiques
 - Intégrer la dimension temporelle pour faciliter la comparaison de politiques publiques
- REPARTITION DES EFFORTS
 - Faciliter la définition de contributions par catégorie d’acteurs (Etats, acteurs non-étatiques)
 - Identifier les responsabilités: directes et indirectes (empreinte de la consommation)
- SYNERGIES ET ANTAGONISMES ENTRE ODD
 - Comment sont pris en compte les secteurs à fort impact sur la biodiversité? Est-il possible d’éclairer des arbitrages entre ODD ?
- INCITATIONS
 - Identifier les acteurs à l’origine des pressions les plus importantes et développer les incitations (ex: crypto-monnaie / monnaie locale complémentaire en fonction d’un score STAR) les plus adaptées pour qu’ils découplent leur activité de ses pressions sur la biodiversité



Recommandations

Usagers

- GOUVERNANCE INTERNATIONALE
 - Dans la perspective du cadre mondial post2020 pour la biodiversité: disposer d'un outil permettant de définir des cibles déclinables à l'échelle d'acteurs étatiques et non-étatiques
- FINANCE:
 - Intégration dans le *risk management*: Toutefois l'impact sur la biodiversité n'est pas toujours une dimension du risque pour une entreprise / investisseur (*ex: impacts sur biodiversité à rapprocher du niveau de dépendance de l'entreprise à la biodiversité*)
- APPROCHES MUTI-ACTEURS:
 - Faciliter le partage d'objectifs entre acteurs



Atelier B2 : Mesure d'impact à l'échelle d'un site ou d'un projet

Biodiversity Indicator for Extractive Companies (BIEC)
Biodiversity Indicator and Reporting System (BIRS)

Public cible : Acteurs économiques

Recommandations

Méthodologiques

- **Pourquoi les utiliser ?** : Nécessité d'avoir les « **conditions d'emploi** »
 - Mieux préciser les **usages** : sensibilisation, vision globale, destinataire final, mesure d'action de restauration
 - Pourquoi sont ils construits ? : Indiquer les **limites d'utilisation**
 - **A quel moment** ? : Bien déployer les outils en amont pour avoir l'état initial
 - Sur quel secteur ? **Champ d'application** activité – Produit/Process
 - **Comment** ? : Niveau d'expertise nécessaire pour les déployer
- Nécessité d'avoir des **guides méthodologiques** :
 - **Transparence** sur les hypothèses prises dans la méthodologie
 - **Analyses de sensibilité** des indicateurs
 - Précisions sur **l'agrégation** de données lors de leurs pondérations
 - **Etudes de cas** en exemple pour mieux appréhender les outils: sensibilité, applicabilité, processus d'implémentation, justesse, répliquabilité
- Aller + loin
 - Besoin d'aller vers une **quantification** : Intégrer une composante « état de la biodiversité » (Ex: IPE, EQE)
 - Besoin de travailler sur les pressions et de mieux comprendre les **liens pressions/impacts** = besoin de tables de référence « standardisées »
 - Intégrer les fonctionnalités écologiques ? Résilience ? les services écosystémiques?



Recommandations

Politiques publiques

- **Frein** : niveau de maturité des indicateurs
- **Intérêt** : DPEF, RSE & agences extra-financières : politique de reporting sans obligations de méthodes
 - > Agrégation des impacts locaux sur la biodiversité : **démarche réductrice et simplificatrice / comparaison intra-sectorielle**
- **Recommandations**
 - Faire des appels à projets multipartenaires privé-public
 - Soutenir des structures d'échanges / Faire tomber les silos
 - Faciliter la diffusion de la connaissance & des besoins
 - Lancer des campagnes « tests » des indicateurs -> REX

Recommandations

Usagers

- **Sensibilisation** à la biodiversité des salariés/usagers
 - Développer/Renforcer les **vertus pédagogiques** de ces indic.
 - Ne pas pour autant négliger la démarche/complexité
 - Intégrer un « indice » de sensibilité de l'utilisateur
- Bien communiquer sur le périmètre de l'indicateur et ses limites: « **Rester humble** »
 - Associer à ces indicateurs des garde-fous/critères de fiabilité
 - Accepter une démarche d'amélioration continue
- Utiliser ces indicateurs globaux pour **initier des démarches locales** (plans d'actions, échanges)
- A long terme, outil potentiel de **valorisation** auprès des parties prenantes – mais à utiliser avec prudence
 - Populations locales, ong
 - Image



Atelier C1 : Des activités aux impacts : indicateurs, risques, propositions

Public cible : tout utilisateur d'outils / indicateurs



Recommandations vers une démarche "idéale"

Indicateurs qui répondent aux besoins

- Des indicateurs :
 - Utiles au pilotage, simples, et compréhensibles
 - Robustes et reproductibles
 - Applicables à divers secteurs d'activités
 - Avec des objectifs à définir (utilisation / application)
 - Complexes mais qui ne doivent pas décourager
- Indicateur biodiversité doit être considéré au même titre que d'autres indicateurs (ex. climat) :
 - Difficile de considérer la biodiversité seule : il faut globaliser → aller vers un super-indicateur
 - Liste de proxys pertinente sur laquelle il est possible de s'appuyer
- Etat de la connaissance de la biodiversité très imparfait
- Rationalité dans les multiples financements (corrélér l'attribution d'aides financières à des résultats en termes de biodiversité)



Recommandations vers une démarche "idéale"

Méthodologiques

- Données :
 - Faciles d'acquisition et accessibles
 - Sauvegarde des données brutes et métadonnées
 - Nécessité de protocoles d'échantillonnage pour réutilisation et mise à jour
- Méthodologie :
 - Préciser les états de références
 - Prise en compte spatialité et temporalité des impacts
 - Besoin d'accompagnement
 - Adaptable par cibles et objectifs
 - Doit être accessible pour « prise en main » des outils et indicateurs
 - Méthodologie d'analyse en sus des calculs
- Liens à faire entre indicateurs et politiques environnementales :
 - Vision prospective
 - Identifier les impacts et remonter aux empreintes
- Lien à faire entre les empreintes de plusieurs entreprises (comparaison / possibilité d'agrégation).



Recommandations vers une démarche "idéale"

Politiques publiques

- Politiques Publiques :
 - Guides, obligations réglementaires, incitations financières
 - Paiements pour services environnementaux nécessitent une mesure de l'efficacité (indicateurs)
 - Développer le volet pédagogique
 - Notion de "mieux-distance" environnementale à intégrer
 - Mieux définir les outils pour changer les pratiques et inciter au changement
- Pour le secteur privé :
 - Renforcer le contenu des rapports RSE pour les entreprises
 - Maintenir et clarifier l'aspect réglementaire, dans la mesure où il évite la distorsion de concurrence
- Prise en compte du contexte sociétal :
 - Biodiversité est une dimension forte pour les entreprises (sensibilité du personnel, du public)
 - Nombreuses démarches volontaires dues à des changements de mentalité, sans cadre réglementaire
 - Tenir compte des attentes sociétales
 - Entreprise doit rendre compte de ses impacts et de ce qu'elle fait pour les atténuer (pression sociétale). Idem pour les collectivités (sur les mêmes indicateurs)